

La fac de Nice se couche devant les gauchos et interdit une rencontre-débat avec Stanislas Rigault

écrit par Olivia Blanche | 14 mars 2023





Ce jeudi 9 mars, le président de Génération Z, Stanislas Rigault était invité par l'association étudiante UNI pour une rencontre-débat à la faculté de droit. A peine 4 heures avant l'événement, le Président de l'Université Jeannicke Brisswalter a annoncé son annulation, prétextant "un risque de trouble à l'ordre public". En réalité, M. Brisswalter a cédé aux pressions des groupuscules d'extrême gauche et de quelques professeurs qui réclamaient depuis plusieurs jours cette censure.

Rappelons quelques faits importants :

- La rencontre-débat avec Stanislas Rigault était organisée par l'UNI, association étudiante comptant des élus au sein de l'Université et de la faculté de droit de Nice.
- Stanislas Rigault est le représentant d'un parti dont le candidat à l'élection présidentielle - Eric Zemmour - a

réalisé 14% à Nice et dont les élus locaux, à travers les groupes que je préside, sont la première force d'opposition tant au Conseil municipal qu'au Conseil métropolitain.

A contrario, quelle est la représentativité et la légitimité démocratique des groupuscules ayant obtenu cette scandaleuse annulation ?

Quant au prétexte du "risque de trouble à l'ordre public" brandi par l'Université, celui-ci apparaît encore plus grotesque désormais.

Jeudi à 18h, alors même que les groupuscules ayant appelé à manifester devant la faculté contre la venue de Stanislas Rigault avaient maintenu leur appel à la mobilisation, ce sont en tout et pour tout SIX militants d'extrême gauche qui étaient présents. C'est moins que le nombre de camions de police présents ! A ce titre, on peut aussi légitimement se demander pourquoi le Préfet des Alpes-Maritimes n'a pas interdit cette manifestation hostile? Puisque celle-ci entendait entraver la liberté de réunion et qu'elle n'avait pas été préalablement déclarée en préfecture, deux délits prévus par le Code pénal.

Je tiens néanmoins à vous rassurer : la rencontre de l'UNI autour de Stanislas Rigault s'est bien tenue et elle fut même un véritable succès, réunissant plus de 100 jeunes dans une brasserie du centre-ville sans – évidemment – le moindre incident. Dans la soirée, ce sont ensuite 150 adhérents de Reconquête! qui étaient avec nous pour participer à un dîner-débat en sa compagnie.

Pour autant, cette annulation est un acte de soumission qui crée un précédent gravissime. Cela signifie donc que désormais une poignée de militants d'extrême gauche peuvent décider de qui aurait le droit de s'exprimer au sein de l'Université. Car évidemment, ceux-ci ne voient aucun

problème en revanche à ce que des députés LFI/NUPES fassent le tour des facultés pour inciter à la grève et même à l'émeute !

J'ai écrit au Président de l'Université tout comme au Préfet pour leur faire part de ma plus grande indignation face à leur attitude dans cette affaire. Par ailleurs, je constate que ni les trois députés RN des Alpes-Maritimes, ni Eric Ciotti n'ont manifestement jugé utile de s'exprimer pour condamner cette attaque contre la liberté d'expression et le coup de force de l'extrême gauche. Je trouve cela étonnant, même choquant.

Le Président de l'Université a pris soin d'annuler l'événement tardivement pour qu'aucun recours devant le Tribunal administratif ne soit possible le jour-même, mais nous étudions désormais toutes les voies judiciaires pour faire condamner tant les excès de pouvoir de l'administration de l'Université que les entraves à la liberté de réunion. Si l'Université se couche devant l'extrême gauche, pas nous : nous n'avons pas dit notre dernier mot !

Philippe Vardon

Conseiller municipal et métropolitain, Président du groupe des élus d'union de la droite et des patriotes Retrouver Nice
Conseiller régional